

Quand Diego Melchior, Chef suprême de l'URI IDF nous a subrepticement glissés que l'amendement n°3, présenté notamment par le Sgen Versailles, était attendu, nous n'avons pas été totalement convaincus. Et puis, lundi soir et mardi, nous avons entendu plusieurs prises de parole relatives à la formation syndicale.

Damned, Diego avait raison !

Aussi nous allons suivre les conseils de Laurent Berger et défendre notre amendement, avec respect, conviction et fermeté.

Notre amendement propose donc de supprimer la dernière phrase de l'article 1.1.3.3.2. Cela pourra sembler contradictoire avec l'ADN de notre champ de syndicalisation.

Au SGEN, la formation est au cœur de notre métier. Et en tant que syndicaliste SGEN nous sommes attachés à la formation, aux échanges de pratiques. Nous mutualisons nos travaux, nous nous adaptons aux besoins et demandes. Nous mettons en œuvre ce que la CFDT revendique : être au plus près du travail, des besoins.

Nous le disons avec fierté, nous sommes des artisans de la formation, artisan, au sens noble du terme.

Pourquoi donc alors vouloir supprimer cette phrase... « La politique de formation syndicale deviendra confédérée et mutualisée »

Même si nous ne pouvons pas nous exprimer pour les autres syndicats ayant déposé ce même amendement, constatons qu'ils syndiquent des personnels issus largement ou exclusivement du public.

Secteur public où les ressources financières liées à la formation sont quasiment anecdotiques : la formation ne peut être qu'une charge pour les syndicats, certes nécessaire mais réelle, et cela n'est pas une ressource.

Secteur public où les contrôles du droit à formation, s'ils sont en net augmentation, n'ont rien de comparable avec les enjeux (et scandales médiatisés) des entreprises privées, et des syndicats.

Cela posé, listons nos craintes :

Quelle place pour la cellule de base qu'est le syndicat dans cette proposition confédérale ? Nous sommes ici ensemble présents à un congrès de syndicats. Quelle place pour l'autonomie de ces syndicats quand on lit la proposition initiale ?

Faisons de l'analyse grammaticale (on ne se refait pas), l'usage du futur à l'indicatif est bien volontariste. Ici point d'expérimentation, point de place à l'autonomie : DEVIENDRA.

Deviendra quoi ? CONFEDERE ET MUTUALISE. Affirmons-le clairement, nous sommes très favorables à la mutualisation, aux échanges, à la co-construction de formations.

Cependant, comment comprendre l'adjectif confédéré ? Comme la volonté de contrôler la formation syndicale ? Pourquoi pas ? Cela sécuriserait certainement certains process.



En revanche, imposer des processus complexes et alourdir la tâche militante, c'est non ! La confédéralisation des formations, supprimera l'adaptabilité et la réactivité nécessaires pour répondre aux besoins des acteurs et actrices de terrain. Ces besoins concrets et spécifiques du terrain (par exemple enseigner ou militer dans un espace très dense ou en zone sensible) peuvent apparaître en cours d'année, et ne peuvent être préparés un an à l'avance.

Cela voudrait-il dire que les syndicats qui organisent des journées thématiques spécialement à destination des personnels de l'éducation comme au hasard les formidables SGENX du SGEN Nantes ce serait terminé, over, finito, car non confédérables et non mutualisables ? Ou alors cela imposera du temps de militant supplémentaire pour entrer dans le moule confédéral.

N'y allons par quatre chemins, notre vécu d'une telle mesure supposée faciliter la vie des militants et améliorer la qualité du service rendu à l'adhérent est loin d'être positive. Cette mesure tient en trois lettres : RAC, Réponse à la carte ? RAC est une initiative de la confédération qui s'adresse en direct aux adhérents. De même lundi et mardi nous avons entendu que certains syndicats étaient contents de ce dispositif... nous n'avons pas tout à fait le même vécu.

Pour nous, RAC est un alourdissement du travail pour les militants. Dans notre champ professionnel, les demandes OPERA sont très souvent traitées par le syndicat local, et souvent en doublon car la réponse a déjà été apportée lors d'une sollicitation directe.

Faisons le parallèle : la proposition confédérale relative aux formations permettra à l'adhérent de s'inscrire à une formation en direct, sans passer par le syndicat. Cette possibilité est séduisante pour l'adhérent-e. Mais quel sera le rôle du syndicat ? Comment le syndicat sera-t-il informé ? Aura-t-il son mot à dire ? Ou bien recevra-t-il la facture en fin de processus ? Et quel en sera le montant ? La question du coût n'est pas anodine, quand, ce n'est pas l'employeur qui paie, mais le syndicat sur ses fonds propres, non subventionnés.

Nous re-posons la question : dans ce cadre, quel sera le rôle, la place du syndicat local ? Devra-t-il s'exécuter comme pour Réponse à la carte, et cocher les bonnes cases pour indiquer que le travail est fait ?

Au-delà de ces questions d'autonomie et de fonctionnement des syndicats, qui ne sont pas anecdotiques, le risque est aussi plus terre à terre : construire un temps de formation sur une problématique de terrain, actuelle requiert de la souplesse et de la réactivité. Nous craignons que les délais soient intenable, que les demandes administratives épuisent les énergies militantes locales. Mes talents de mime ne seront pas à la hauteur pour vous représenter la tête de notre secrétaire générale quand elle a lu cet article : « Oh non, quel onglet diabolique vont-ils ajouter à Gasel pour gérer le bouzin ? » Car c'est bien l'épuisement militant, la charge mentale attendue qui a été l'élément déclencheur pour déposer cet amendement.

Vous l'aurez compris nous craignons les usines à gaz. Et en la matière, notre employeur sait faire ! Remplaçons donc ce futur de l'indicatif par un conditionnel et laissons le temps aux équipes de proposer des formations à leur rythme, sans injonction, du bottom up, plutôt que

du top down, de la confiance plutôt que du contrôle. Les offres bienvenues de formation de la confédération doivent rester complémentaires des offres des syndicats.

Et finalement, comme écrit au début de l'article, si « le rôle de chaque structure doit être repensé », cette volonté affichée de repenser en début de paragraphe est contradictoire avec la phrase que nous souhaitons supprimer car cette phrase impose le changement qui DEVIENDRA « mutualisé et confédéré », sans laisser le temps de « repenser » le rôle de chaque structure.

Aussi je vous appelle à voter MASSIVEMENT pour cet amendement.